

Comportements et représentations face à la dislocation des régulations sociales : L'hyperinflation en Argentine

Silvia Sigal et Gabriel Kessler

Stabilité politique et stabilité économique

Les coups d'État militaires et l'inflation ont été les deux sources de l'instabilité argentine. Depuis bientôt treize ans, l'Argentine connaît une stabilité politique qui lui a longtemps fait défaut ; rares avaient été les gouvernements assurés de finir leur mandat ; de même, ne faut-il pas oublier qu'il n'y avait pas eu d'alternance politique constitutionnelle de 1928 à 1989. A la différence des pays de l'Est, la démocratisation argentine a consisté essentiellement dans le retrait politique des Forces armées. On peut évaluer aujourd'hui, rétrospectivement, jusqu'à quel point tant la menace permanente d'une intervention militaire que les coups d'Etat effectifs avaient fait obstacle à l'élaboration de stratégies à long terme. Un an ou deux, parfois l'accomplissement d'un mandat présidentiel, circonscrivaient les marges des alliances et des conflits politiques. Ainsi, une conséquence primordiale de la démocratisation a été l'introduction d'un ordre prévisible et, dès lors, l'élargissement de l'horizon temporel de la politique. Cinq ans de stabilité économique peuvent être regardés de manière analogue. Le changement le plus important intervenu pendant le gouvernement péroniste actuel est sans aucun doute la destruction du modèle socio-économique centré sur l'État que le premier gouvernement péroniste avait mis en place au cours des années quarante. Mais il faut également constater la désintégration de ce qu'A. Hirschman a appelé la "matrice socio-politique de l'inflation" [1]. La stabilité monétaire, introduisant un ordre prévisible, permet aussi l'organisation de stratégies à long terme dans le domaine économique. Nous avons encore trop peu de recul pour faire des hypothèses de longue portée mais la différence entre stabilité politique et stabilité économique est néanmoins évidente. Puisque les Forces armées ne sont plus une menace, la démocratie, en tant que système régulier et prévisible de renouvellement des autorités, a cessé d'être un enjeu pour se muer en une donnée irréfutable du jeu politique. Or il n'est en pas de même pour la stabilité monétaire, malgré cinq années d'inflation contrôlée, proche aujourd'hui de zéro. De façon difficile à définir, le spectre de l'hyperinflation persiste : s'il ne s'agit pas d'une menace immédiate, l'expérience n'en est pas reléguée, pour autant, dans le passé [2] , ce qui explique que le chaos monétaire ait pu, à

diverses reprises, être utilisée par le gouvernement comme argument politique. La stabilité reste, en effet, un atout politique du gouvernement [3] . Inflation et politique L'histoire récente de plusieurs pays latino-américains montre l'étroite relation entre inflation et politique. Le contrôle de processus fortement inflationnistes procure une légitimité politique décisive ou tout au moins des victoires électorales, comme on l'a observé en Argentine, au Pérou, en Bolivie, au Brésil ; par ailleurs, le cas de C. Menem en Argentine et d'A. Fujimori au Pérou suggèrent que les expériences hyperinflationnistes favorisent l'émergence de leaders forts, personnalistes et, dans les faits, socialement autorisés à se comporter de façon autocratique. Enfin, les conséquences de la stabilité sont, pour ainsi dire, instantanées. L'évolution de l'opinion sur le gouvernement suit celle des prix et il suffit de peu de semaines pour modifier les préférences politiques ; l'évolution préélectorale au Brésil et l'élection de F. H. Cardoso, le triomphe du Parti radical argentin en 1985 grâce au succès du plan de stabilisation et sa défaite deux ans plus tard suite à la reprise de l'inflation, en sont l'illustration. Inversement, les attentes et résultats électoraux ont une influence décisive sur l'économie. On peut conclure ainsi à la nature réciproque, circulaire, du rapport entre macro-économie et micro-politique [4] . Inflation et politique ont eu depuis longtemps partie liée. Les gouvernements étaient jugés sur l'évolution des prix incarnée par celle du dollar et la plupart des événements politiques étaient décodés par rapport à leur éventuel impact sur l'inflation par les pronostics de porte-parole spécialisés qui agissaient comme des prophéties créatrices. Des changements de cabinet, des pronunciamientos militaires, des conflits sociaux, influençaient un marché hypersensible disposé à tout traduire en points d'inflation. L'opinion publique avait fini par considérer l'inflation, élevée et chronique, comme l'origine de tous les maux, et son contrôle devint le but principal de tous les partis politiques. Qu'arrive-t-il dans des situations de haute inflation et d'hyperinflation ? Comment comprendre leur influence sur la politique ? Telles seront nos questions de départ. Nous aborderons ce problème d'une part, par l'analyse des comportements individuels à l'égard de l'argent. Nous réfléchirons, en esquissant les traits d'une 'rationalité inflationniste', engendrée par plus d'un quart de siècle d'instabilité monétaire, sur les bouleversements produits par l'accélération de la spirale inflationniste à partir de 1984, puis par l'hyperinflation de 1989. Rappelons tout d'abord qu'il faut différencier qualitativement une hyperinflation de toute inflation, même élevée, car l'effondrement de la monnaie, phénomène propre et spécifique d'une hyperinflation, touche le fondement même des rapports sociaux. La possibilité de prédiction des rapports entre les individus et les biens

tend alors à disparaître, l'incohérence des systèmes d'équivalence entre les biens se généralise, l'autorité publique s'évanouit. Cette expérience, unique à plusieurs égards, dissout les bases de la cohésion sociale et désarticule les modalités d'action des acteurs sociaux. Nous essayerons d'autre part d'identifier les modes d'interprétation sociale du choc inflationniste. En effet, la pérennité de l'efficacité politique de l'hyperinflation réside, sans nul doute, dans le souvenir d'une expérience traumatisante qui ne veut pas se répéter. On ne peut cependant affirmer que cette peur soit universellement présente, ou au même degré, ou encore qu'elle entraîne des conséquences univoques et indépendantes du système de sens dans lequel l'hyperinflation s'est inscrite. Basé sur des analyses d'entretiens, de discours politiques et des médias, ce travail se propose d'établir la physionomie et la logique interne d'une des modalités d'attribution de sens au chaos monétaire. Nous verrons comment s'est construite, parallèlement à l'aggravation de la crise, une interprétation de l'inflation comme le symptôme d'une société malade, d'une décadence nationale bien plus ancienne, et enfin de la nature égoïste des Argentins. Notons que si on ne peut affirmer que ce furent les seules interprétations mais celles-ci furent sans doute les plus répandues et les plus importantes. D'autres s'y sont greffées lisant dans l'hyperinflation l'expression de l'impuissance intrinsèque de la société argentine, de ses acteurs et de ses institutions, à se donner une organisation viable. Il ne fut pas difficile alors de légitimer à partir du pouvoir un discours selon lequel la débâcle monétaire était la conséquence inévitable d'un type d'organisation sociale et de postuler par conséquent qu'il devait être radicalement transformé.

I - Une société inflationniste

Entre 1949 et 1965 l'inflation annuelle moyenne de l'Argentine se situe aux alentours de 28%, qui monte à plus de 60% à partir de 1972-3. La dévaluation choc décidée ensuite par le gouvernement d'Isabel Perón, inaugure une décennie d'inflation à trois chiffres que les Juntas militaires ne réussissent pas à maîtriser de manière durable. Entre 1975 et 1990, l'Argentine connaît une inflation moyenne annuelle de 300% et qui n'est jamais descendue au-dessous de 100% par an. Au cours de cette période, les prix nominaux sont multipliés par plusieurs milliards. [5]

Dans une société qui voit sa monnaie se déprécier en permanence pendant plus d'un quart de siècle, des relations socio-politiques spécifiques se développent. L'inflation argentine, en effet, a été un puissant mécanisme de redistribution implicite, ainsi qu'un "lubrifiant"

des conflits sociaux [6] . Par une fuite en avant permanente, elle permettait la reconstruction erratique des équilibres sociaux et consolidait des forces agissant à la fois sur le champ social et le champ politique ; grâce à l'inflation, enfin, l'État était en mesure d'acheter, tour à tour, le soutien des fractions en lutte pour la distribution du revenu. L'histoire argentine des quatre dernières décennies est en effet incompréhensible en dehors des conflits entre groupes organisés qui visaient à conserver leur pouvoir d'achat ; mais si les puissantes organisations syndicales ont souvent obtenu des augmentations salariales passablement importantes, ces succès n'ont pas suffi à renverser le rapport inverse entre salaire réel et rythme inflationniste qui se vérifie dès 1945 [7] et, à fortiori, dans les moments hyperinflationnistes [8] . Il ne nous appartient pas de présenter une quelconque explication du long processus inflationniste argentin et moins encore des poussées hyperinflationnistes de 1989 et 1990 mais d'en observer leurs conséquences sur les comportements individuels et collectifs. Nous aurons affaire d'abord aux effets de l'inflation sur les comportements individuels, car c'est à ce niveau qu'on peut discerner les éléments de la mise en sens de l'instabilité monétaire.

La " rationalité inflationniste "

Trente ans d'inflation avaient appris à forger des stratégies vis-à-vis d'un phénomène devenu une composante de la vie quotidienne. Sans prétendre en fournir une description exhaustive, nous utiliserons la notion de 'rationalité inflationniste' afin de désigner les stratégies individuelles visant à protéger les revenus des effets négatifs de l'inflation et/ou à en tirer un bénéfice, ainsi que le cadre de représentations dans lequel ces stratégies sont élaborées et mises en place. Il est généralement admis que le choix offert par la perception d'une somme d'argent (salaire, rente, retraite, etc.) se situe entre la consommation et l'épargne. Or les sociétés inflationnistes y introduisent une contrainte spécifique : la nécessité de conserver la valeur réelle des revenus face à l'effritement constant de la monnaie. Le temps joue un rôle capital dans la rationalité inflationniste. Cela provient tout d'abord de l'incertitude des décisions qui comportent des entrées ou des sorties d'argent à terme, telles les différentes formes d'épargne et des crédits à la consommation. Les décisions à plus long terme encourent plus de risques en raison de l'instabilité politique et économique du pays ; les changements politiques et économiques bouleversant fréquemment aussi bien les taux d'intérêt que la valeur du dollar [9] , des engagements à long terme peuvent s'avérer ruineux ou, au contraire, procurer des bénéfices extraordinaires, comme l'illustre le marché immobilier des années soixante. D'une manière

générale il faut observer que l'accroissement de l'inflation augmente le risque quant au futur et rend le long terme incertain, voire imprévisible. Le temps intervient, ensuite, comme contrainte dans le processus de décision lui-même. Effectivement les individus sont obligés de prendre leurs décisions dans le laps de temps le plus court afin de limiter la perte de valeur réelle de leurs revenus, ce laps se raccourcissant avec la montée de l'inflation jusqu'à changer qualitativement les modalités de décision lors d'une inflation exacerbée. Il serait faux, pourtant, de conclure à une amplification générale de l'incertitude. En effet, lorsque l'inflation s'incorpore comme une donnée de plus, les acteurs possèdent à la fois une incertitude et une certitude : ils sont, d'une part, dans l'impossibilité de prévoir les taux d'inflation futurs mais, d'autre part, ils ne doutent pas du fait que l'inflation se poursuivra, à moyen terme et, d'après leur expérience, également dans le long terme. Lorsqu'il s'agit de grands groupes organisés, cette certitude maintient les automatismes symboliques inflationnistes et nourrit l'instabilité. L'indexation, qui manifeste l'institutionnalisation des hypothèses quant aux taux futurs, n'est que l'expression de l'articulation de certitude et incertitude au niveau macro-économique dans des conditions d'inflation chronique et élevée. Les règles d'indexation incorporent au prix des biens et des contrats à paiement différé un surplus correspondant à l'inflation future [10] , et pendant une longue période leur fixation constitue le lieu central des luttes sociales et politiques (entre des entrepreneurs qui cherchent à maintenir leur marge de profit et des salariés qui s'efforcent pour défendre et éventuellement 'récupérer' leurs salaires réels, entre propriétaires et locataires, etc.) Les règles d'indexation, généralisées à l'ensemble de l'économie, deviennent des mécanismes de régulation des relations sociales en régime d'inflation élevée. Or, cette combinaison de certitude et incertitude a une conséquence paradoxale au niveau des comportements individuels. En effet, la contraction temporelle va de pair avec un élargissement de l'espace socio-politique significatif pour les micro-décisions, car l'incertitude sur l'évolution de l'inflation force ou induit les individus à formuler des hypothèses sur la conjoncture politique. Ce lien entre des micro-décisions économiques courantes et des évaluations prospectives générales est un trait propre à la 'rationalité inflationniste'. L'accélération du rythme inflationniste fait croître l'importance de ce lien qui concerne progressivement des sphères vitales plus quotidiennes et, corrélativement, diminue la portée des évaluations pertinentes, qui se limite à des délais chaque fois plus courts. Des décennies d'inflation 'normale' (moins de 20% annuels) avaient permis l'établissement et l'apprentissage de stratégies routinières. Les transactions importantes étaient dollarisées, et l'achat de devises,

facilement convertibles en monnaie nationale au marché noir, était le mode d'épargne dominant de la bourgeoisie et de la vaste classe moyenne argentine. Vers la fin des années soixante-dix cependant, l'extrême instabilité monétaire affaiblit l'efficacité des stratégies traditionnelles et limite sérieusement la possibilité de construire des alternatives durables. Nous verrons comment les stratégies ont dû s'adapter à un contexte extrêmement mobile, lorsque l'entrée dans une méga-inflation coïncida avec le retour de la démocratie.

L'utopie démocratique

En juin 1982, la défaite de la guerre des Malouines met un point final au gouvernement né du coup d'État de 1976. Le nouveau titulaire du gouvernement militaire se voit contraint d'adopter la seule issue possible, le retour à un régime constitutionnel, en organisant des élections générales. En août 1982, en réponse à la décision du Mexique de cesser d'honorer sa dette, la banque privée coupe le crédit externe à l'ensemble de l'Amérique latine. La crise économique et la crise politique se précipitent conjointement. L'information qui circule alors montrant la destruction d'une bonne partie du tissu industriel et la rétraction de l'économie se combine paradoxalement au souvenir des années de surévaluation de la monnaie qui avaient transformé des centaines de milliers de familles en touristes arrogants aux USA et en Europe. La découverte quotidienne des charniers de "disparus" enfin révèle l'extension et la cruauté de la répression militaire. La campagne électorale de Raúl Alfonsín peut prendre alors appui sur le désir d'un nouveau départ. La dictature militaire étant regardée comme la cause exclusive de la crise, cette rupture repose sur une opposition entre démocratie et autoritarisme qui fusionne des éléments hétérogènes : antithèse du passé militaire, la démocratie est ainsi construite comme la promesse d'une transformation non seulement politique et éthique mais aussi économique. Le président peut alors promettre la diminution de l'inflation de 100% en cent vingt jours à une société passablement optimiste : plus de la moitié pensent que la situation du pays va s'améliorer en six mois [11] et 50% de la population croient pouvoir augmenter leurs revenus dans le délai d'un an (IPSA, 1984). Pour la première fois de son histoire, le péronisme est défait dans des élections libres, et sans proscriptions politiques. L'euphorie n'est pas seulement économique. Les adhésions aux partis sont massives [12], les manifestations pour la défense des droits de l'homme déplacent des multitudes ; enfin, les institutions démocratiques et les hommes politiques ainsi que les partis sont revalorisés par le processus d'ouverture politique lui-même [13]. On comprend que la campagne électorale du président s'organise sur la récitation du préambule de la

Constitution, sa "prière laïque". Certes, la menace militaire n'est pas étrangère à la place centrale de la démocratie ; provoquée surtout par le procès fait aux commandants des Juntas pour violation des droits de l'homme, elle se traduit par trois mutineries (Pâques 1987, janvier et décembre 1988). Le slogan d'Alfonsín : "Avec la démocratie, on se nourrit, on s'éduque et on se soigne" exprime l'émergence d'une utopie démocratique qui, dans les faits, dénie l'importance de la crise. La politique se désengage de la crise inflationniste, assignant sa solution au jeu des institutions et à des pactes sociaux. Le système politique, quant à lui, se consacre essentiellement à réfléchir sur lui-même : la démocratie politique semble devoir opérer elle-même à la fois comme ordre et moyen de mise en forme du social. Dans le climat d'euphorie politique créé par le retour de la démocratie, la tentation simultanée de distribuer plus équitablement les revenus et de croître est irrésistible. Le gouvernement adopte des politiques fondées sur des salaires élevés et des taux d'intérêt bas. Il y ajoute un élément de politique économique orthodoxe, la réduction du déficit fiscal, partant du présupposé que cela permettrait aussi bien l'expansion du niveau d'activité que la baisse de l'inflation. Les faits ont prouvé que les deux hypothèses étaient fausses. L'inflation s'accélère pour atteindre un niveau supérieur à 20% mensuel, atteignant un record de 688% au cours de la première année du gouvernement radical. En février 1985 le ministre de l'Économie démissionne et la tentative d'expansion prend fin. Commence alors un nouveau cycle de politiques économiques tandis que le centre de gravité des demandes sociales se déplace du politique à l'économique. L'inflation prend à nouveau la place principale qui avait été la sienne pendant des décennies, aussi bien dans les préoccupations gouvernementales que dans les priorités de la population.

De la démocratie à l'économie

La flambée inflationniste que connaît le pays au lendemain du retour à la démocratie entraîne non seulement un changement qualitatif des comportements individuels structurés par la 'rationalité inflationniste' mais aussi une réorganisation des priorités sociales. L'inflation va en effet se poursuivre à des taux croissants (supérieurs à 25% par mois entre mars et avril 1984) ; on réajuste mensuellement les salaires et les services ; tandis que les prix changent plusieurs fois par mois [14] et en trois mois la dévaluation nominale de la monnaie atteint 152%. L'inflation, qui est alors la préoccupation principale de presque la moitié des Argentins [15] , va augmenter à raison de 1.010% entre juin 1984 et juin 1985. Pour la première fois dans son histoire l'Argentine connaît un taux d'inflation à quatre chiffres. Le

mécontentement grandit. Les sondages montrent qu'en douze mois le pessimisme quant à l'avenir personnel a doublé ; l'espoir de voir la situation du pays s'améliorer passe de 74% à 48%, et même celui d'un avenir meilleur pour la nouvelle génération diminue. L'évidente incapacité gouvernementale à maîtriser l'économie nourrit l'opposition politique et syndicale, qui y voit là la menace d'un chaos imminent. La demande de concertation sociale est remplacée par "la demande d'être gouvernés" [16] . Enfin, en avril 1985, dans un climat politique agité par le début du procès aux Juntas militaires, le président Alfonsín annonce qu'une "économie de guerre" est nécessaire car, affirme-t-il, "l'institution de la monnaie s'est évanouie en Argentine". Deux mois plus tard, le plan 'Austral' de stabilisation est lancé. A partir de ce moment-là le taux d'inflation devient le seul critère d'évaluation de la gestion gouvernementale, tous les autres objectifs se subordonnant à cette préoccupation dominante. Corrélativement, les thèmes de l'équilibre fiscal et de la stabilité monétaire quittent le système idéologique de la droite pour devenir les objectifs prioritaires du sens commun. Au début de 1984, la totalité des opérations économiques se trouve fortement indexée. Le plan de stabilisation, qui vise essentiellement l'arrêt de l'inflation inertielle, décide d'éliminer l'indexation de l'ensemble des contrats [17]. Parallèlement, la création d'un nouveau signe monétaire [18] , -l'austral- a pour objectif la neutralisation des automatismes symboliques inflationnistes. Or ceux-ci sont profondément ancrés dans les mentalités, comme le montre le refus syndical du gel des salaires ; le gouvernement se voit obligé d'expliquer, sans succès, que la stabilisation comporte une augmentation des salaires réels en éliminant "l'impôt inflationniste"(c'est-à-dire la perte de valeur des salaires nominaux au cours d'un mois). Le deuxième objectif du plan est la récupération de l'autorité publique, notamment dans le domaine monétaire. Celle-ci est est d'autant plus essentielle que l'État est le garant des nouvelles normes de comportement économique. Et, de fait, le compromis de limiter l'émission monétaire vise tout autant la réduction du déficit fiscal que le renforcement de la crédibilité de l'État. Dans une société frappée par l'inflation, la décision d'imposer de l'ordre dans l'économie permet de refaire du sens. En mobilisant ce qui est alors le bien collectif par excellence, la stabilité, le plan obtient un soutien immédiat et général. Cette adhésion provient aussi, par ailleurs, d'un fait que nous analyserons plus avant en détail : puisque l'inflation est perçue comme le résultat naturel et exclusif de l'agrégation de comportements individualistes, le plan de stabilisation paraît une opération sans coûts sociaux. Or, les objectifs gouvernementaux se diluent peu à peu [19] , et le premier avril 1986, le gel général des prix et des salaires est remplacé par la fixation de hausses

périodiques. Tous les indicateurs économiques se dégradent alors rapidement. Le taux d'inflation double, le niveau d'activité baisse, tout comme les salaires. L'Argentine entre à nouveau dans une méga-inflation : en 1987, les taux d'inflation sont de plus de 10% par mois et atteignent 21,4% au cours du troisième trimestre 1988. Les effets de la hausse des prix sur la politique sont pratiquement instantanés. Les bonnes opinions sur le gouvernement, qui avaient augmenté de 34% à 56% lors de la stabilisation, diminuent maintenant corrélativement à l'élévation de l'inflation et sont inférieures à 15% quand celle-ci atteint des taux mensuels à deux chiffres. De toute évidence, alors que le plan avait permis au parti au gouvernement d'emporter les législatives de 1985, l'échec de celui-ci favorise la victoire électorale du péronisme en 1987.

Les conséquences de la méga-inflation

Il est impossible de déterminer de façon strictement quantitative les frontières entre une inflation 'normale', ce que nous avons appelé une 'méga-inflation' (des taux mensuels supérieurs à 20%) et une hyperinflation. Celle-ci, phénomène spécifique différant qualitativement de n'importe quelle situation de forte inflation, doit être caractérisée d'une triple façon : 1) la hausse des prix devient, à la fois, exponentielle, incontrôlable et imprévisible ; 2) les prix relatifs perdent de plus en plus leur cohérence, ce qui alimente l'accélération même de la hausse des prix ; 3) la monnaie nationale perd de plus en plus l'exercice de ses fonctions essentielles : fonction de réserve de valeur et d'unité de compte d'abord, puis aussi celle de moyen de circulation, qui sera exercée par une monnaie étrangère, en l'occurrence le dollar (Salama, P. et Valier, J., 1990 : 6-7). Nous pouvons donc situer la méga-inflation dans le cadre de notre travail : si la monnaie nationale conserve ses fonctions essentielles, en dépit de la croissante dollarisation des transactions, les cadres de régulation à l'oeuvre dans une inflation 'normale' se trouvent sérieusement menacés. Cela se traduit par une crise des stratégies au niveau des décisions micro-économiques, notamment pour ce qui est des deux dimensions essentielles de la "rationalité inflationniste" : le temps et l'incertitude. Une méga-inflation rend impérative l'obligation de conserver le moins possible de monnaie nationale et ce, pendant un laps de temps le plus court possible. Cet objectif conditionne maintenant non seulement l'option entre épargne et consommation mais aussi les modalités concrètes de l'une et de l'autre. Ainsi par exemple, les familles cherchent à effectuer leurs achats indispensables le plus rapidement possible, et à accumuler les biens relativement moins périssables (riz, farine, huile) qu'ils s'attendent à consommer au

cours de la période précédant leur prochaine entrée d'argent. Quant à la somme restant pour les dépenses du mois, elle doit être protégée de l'inflation et ce, selon les mêmes critères qui régissent l'épargne. Critères qui, à présent, se confondent pratiquement avec ce qui est convenu d'appeler spéculation. Dans une méga-inflation l'horizon temporel impliqué dans les décisions se rétrécit fortement. C'est tout d'abord le temps accordé au processus de prise de décision qui diminue : les taux croissants d'inflation comportant une perte quotidienne du pouvoir d'achat, l'adoption d'une stratégie, quelle qu'elle soit, prend un caractère d'urgence. L'instabilité générale, ensuite, réduit les délais pour lesquels une anticipation semble valable, imposant par conséquent une réévaluation continue des choix effectués. Des individus transformés en spéculateurs obligés sont confrontés à la complication de l'alternative traditionnelle : dollars ou dépôts à terme. Pour ce qui est du dollar, les marchands postés au coin des rues, les bureaux de change et les banques proposent des taux de change passablement divers et fluctuants. Quant aux dépôts, il en est de plusieurs types : en pesos ou en dollars, à des délais de sept, quatorze ou 21 jours, et à des taux d'intérêt variables selon l'entité financière. Une méga-inflation oblige à contrecarrer la dépréciation monétaire -et éventuellement à en tirer bénéfice- par le truchement des marchés financiers. Ceux-ci se diversifient à leur tour et s'étendent, parallèlement à la montée des taux d'inflation ; les circuits financiers s'ouvrent à des 'spéculateurs fourmi', qui forment des files d'attente devant les succursales bancaires, omniprésentes dans les centres urbains. Elles possèdent toutes des guichets spécialisés dans les dépôts à court terme qui affichent quotidiennement les intérêts ainsi que les taux de change. Le jeu monétaire est désormais en même temps accessible et obligatoire pour toutes les catégories sociales, même les plus modestes [20], qui sont tenues d'y participer afin de défendre des revenus monétaires rongés par "l'impôt inflationniste". La société se transforme en un ensemble d'individus qui, usant de tous les moyens à leur portée, semblent livrer un combat personnel contre l'inflation. L'information devient la ressource capitale tant pour réduire l'incertitude croissante que pour maîtriser la complexité inhérente aux nouvelles options. Mais il s'agit maintenant de suivre au jour le jour l'évolution du pays. Pour chaque décision, il faut évaluer l'information financière spécifique, détecter les symptômes de changements dans la politique économique, déterminer les conséquences de tout événement susceptible d'agir sur les marchés argentins ultrasensibles [21] . Cette information est alors fournie par des spécialistes, les "chroniqueurs financiers", vedettes indiscutables de tous les journaux télévisés pendant les années quatre-vingts. Leurs interventions commencent

par une description détaillée des mouvements financiers de la journée, qu'ils relient ensuite aux événements politiques et économiques récents, et s'achèvent par des "pronostics financiers" pour les jours suivants [22] . Aucune stratégie défensive ne peut donc devenir routinière puisqu'il faut choisir parmi une multiplicité d'options qui changent au gré de la conjoncture nationale. Pour ce faire l'information fournie par les panoramas financiers est indispensable ou prétend l'être.

L'incertitude sur le futur immédiat provoque une spéculation forcée et des calculs financiers permanents. Un exemple dans le domaine de la consommation de biens durables illustre la complication croissante des décisions : il s'agit de groupes baptisés "Cercles fermés d'épargne à but déterminé". Étant donné l'impossibilité d'accéder à des crédits non usuraires, ces dispositifs visent à faciliter l'acquisition de biens d'une certaine valeur tels que des voitures ou des appareils électroménagers. Le mécanisme en est le suivant : une entreprise spécialisée réunit, par exemple, une centaine de personnes désireuse d'acheter une voiture déterminée. Chaque membre du Cercle s'engage à apporter un cinquantième de la valeur totale du véhicule par mois, ce qui permet d'accumuler chaque mois la valeur de deux voitures. Celles-ci sont attribuées aux participants suivant deux mécanismes différents : l'un par tirage au sort, l'autre par appel d'offres. Celui qui a proposé le plus grand nombre de mensualités emporte le véhicule choisi. Les propositions étant anonymes et chacun ignorant donc la quantité de mensualités offertes par ses concurrents, il est essentiel d'anticiper quel va être l'apport gagnant [23] . Une opération simple telle que l'achat d'une voiture ou d'un poste de télévision devient donc le fruit du hasard et des comportements spéculatifs ; par ailleurs, parmi ceux-ci certains se sont constitués au cours du développement de ces plans. En effet, la durée de vie moyenne des Cercles est de deux ans, délai qui, dans un contexte de méga-inflation, entraîne la création de règles ad hoc afin de faire face à des situations imprévisibles au début du Cercle. C'est par exemple le cas des "marchés de transferts". Lors de leur inscription, les participants s'engagent légalement à ne pas quitter le Cercle sous peine de perdre toutes les mensualités apportées, de sorte que ceux qui se trouvent dans l'impossibilité de continuer (les mensualités sont dollarisées ou indexées sur l'inflation) n'ont comme unique solution que de trouver un remplaçant, naturellement pour une somme inférieure au total déjà apporté. Il se forme alors un marché d'achat et vente de participations à des plans en cours puisqu'il est plus avantageux de chercher une opportunité dans ce marché que de s'inscrire dans un nouveau plan. Un nouveau terrain de spéculation et de micro-négociations s'ouvre

ainsi. La méga-inflation rend plus complexes les décisions concernant le futur immédiat mais on ne saurait affirmer que les stratégies économiques sont, globalement, plus complexes ou plus risquées que dans les périodes de stabilité, car, en réduisant la portée temporelle des décisions micro-économiques, l'inflation "épargne", pour ainsi dire, les risques et les complications intrinsèques à la construction des stratégies à long terme. On constate plutôt un déplacement du point de complexité vers le court terme, parallèlement à la quasi-disparition du long terme.

L'hyperinflation

Les économistes ne s'accordent pas sur les termes "hyperinflation", "hyperinflation ouverte", "crise hyperinflationniste", etc., ni sur les seuils des hausses de prix à partir desquels on les utilise. De surcroît, selon l'optique adoptée, on peut s'en servir pour qualifier une longue période ou, au contraire, pour en limiter l'emploi à des chocs violents dont la durée ne saurait dépasser quelques semaines, voire quelques jours. Effectivement, l'absence de prix, la disparition de la monnaie et la rupture de la séquence : production, commercialisation, consommation, produisent un tel chaos que le système économique dans son ensemble s'enraie. L'Argentine n'atteint pas le niveau des grandes hyperinflations européennes de ce siècle (ni même celui des hyperinflations latino-américaines récentes, en Bolivie en 1985 et en 1990 au Pérou [24]), mais on accepte généralement que le pays entre dans une hyperinflation à partir des événements de février de 1989. Pendant la campagne électorale de 1989, en effet, deux promesses revenaient dans le discours de Carlos Menem : réaliser une "révolution productive", et procéder à un "salariazó", expression qui ne pouvait signifier qu'une élévation générale des salaires, analogue à d'autres qui avaient accéléré l'inflation par le passé. Dès lors, et vu la perspective d'une victoire péroniste aux élections de mai 1989, les fonds spéculatifs se portent brutalement sur le dollar. Cela s'ajoute aux manoeuvres financières des grands groupes économiques visant à déstabiliser le gouvernement, manoeuvres qui déclenchent une forte dévaluation de la monnaie. Devant une demande qui aurait épuisé rapidement ses réserves, la Banque centrale décide de suspendre la vente des dollars le six février, ce qui provoque une montée immédiate de la cotation des devises ; en trois mois la dévaluation réelle de la monnaie nationale excède 100%. Ces événements permettent de dater le début d'une crise hyperinflationniste qui arrivera à son apogée pendant les mois de mai et de juin ; la hausse mensuelle des prix atteint 78,5% en mai, 110% en juin et 196% en juillet. Mais déjà, au mois d'avril, le dérèglement monétaire prend un rythme inquiétant :

on peut lire ainsi dans un communiqué de la Federación de Comercio que "il n'existe plus de règles définies en ce qui concerne le marché commercial ou les prix", ce que le quotidien Clarín décrit dans les termes suivants : "des listes de prix qui ne font pas plus qu'une journée, l'absence de valeurs de référence pour le renouvellement des stocks, des livraisons restreintes, des produits qui s'achètent en dollars, la disparition de toute forme de financement". Au début du mois de juin 1989 l'emballement des prix et la pénurie provoquent, particulièrement dans les quartiers populaires, des saccages de commerces qui prennent un caractère inouï dans le pays [25] . La population se trouve dans une situation imprévisible et immaîtrisable. Si pour la désigner le terme "désordre" est sans doute correct [26] , celui de "violence" fait ressortir la combinaison de vulnérabilité et d'arbitraire à laquelle sont soumis individus et familles.

Hyperinflation et comportements Une recherche réalisée en 1989 [27] permet d'observer certaines stratégies utilisées afin d'adapter la vie quotidienne au bouleversement du marché. En effet, les mécanismes d'indexation perdent leur sens et les comportements relativement aptes à gérer les contraintes de la méga-inflation se révèlent totalement inefficaces. Les écarts des prix, tant dans le temps que selon les commerces, obligent les consommateurs à réaliser un travail de recherche et de comparaison avant d'acheter un produit. Celui du pain, par exemple (qui bénéficiait depuis longtemps d'un prix fixe dans tous le pays) diffère énormément d'un quartier à l'autre, et même d'une boulangerie à une autre : "Dans la boulangerie qui se trouve en face de chez moi, j'ai vu le kilo de pain à 28 australs, un peu plus loin, il était à 23. Demain, je vais continuer à parcourir le quartier parce que c'est sûr que dans une autre je vais le trouver à moins de 20 australs."(C1, Capitale) Dans la mesure où des prix relativement uniformes sont à la base de l'unité d'un bien en tant que marchandise, leur dispersion, imprévisible, provoquait, en quelque sorte, l'éclatement de la catégorie générale "pain", en la remplaçant par les pains singuliers vendus à des prix différents dans chaque boulangerie. Mais les hiérarchies de magasins n'étaient pas, elles non plus, stables. Au fur et à mesure que la crise s'aggrave, les changements sont plus importants et vertigineux : "Il fallait que j'achète une chemise pour mon fils. Je suis allée à l'Hogar Obrero qui est toujours meilleur marché et je l'ai trouvée à 1500 australes, ce qui m'a semblé un vol. Je suis allée à l'Once (quartier commercial) et la même chemise ne coûtait pas moins de 2000. Samedi, quand je suis retournée à l'Hogar Obrero disposée à l'acheter, elle était déjà à 2300, et je l'ai finalement achetée à 2000 à l'Once . "(C2, Capitale)

La mémorisation de prix en mutation rapide devient de plus en plus ardue et les parcours nécessaires trop coûteux en termes de temps et d'effort. Les consommateurs, ne pouvant jamais acheter au meilleur prix du marché, octroient aux commerçants un pouvoir de monopole de fait. "La cotation du même produit à des prix différents dans le même marché rend monopolistes tous les marchés." (Singer, P. 1989 : 210, souligné par l'auteur) L'hyperinflation comporte un phénomène bien connu des économistes : la rupture des relations générales des prix. Ceux-ci se modifient à des rythmes tantôt convergents, tantôt divergents, bouleversant les relations d'équivalence et de hiérarchisation entre les biens. En outre, et tout comme on l'observe pour les commerces, ces rapports sont en mutation constante : un produit qui coûte à un moment donné le double d'un autre se trouve ensuite dans une relation inverse, altérant par conséquent les échelles de préférence. Ainsi un kilo de sucre, payé en mars 1989 la moitié d'un kilo de poulet, est au même prix un mois plus tard ; un kilo de farine, dont le prix est le tiers de celui d'un kilo de vermicelle, finit par coûter 30% plus cher. De tels renversements, naturellement, affectent les comportements quotidiens, telle la composition habituelle d'un repas, qui doit être révisée en fonction des prix du jour, celui d'un produit normalement utilisé pouvant excéder, à présent, le budget familial. L'incohérence grandissante des prix relatifs modifie les habitudes de consommation et inverse aussi l'ordre usuel des décisions : "lorsque je vais faire les commissions, j'ignore ce que je vais trouver. Je ne fais plus une liste avant de sortir de chez moi mais je vois d'abord combien coûte chaque produit et c'est n'est qu'alors que je pense à ce que je vais faire à manger pour la journée."(D1 GBA)

La rupture des relations d'équivalence et de hiérarchie entre les biens montre à quel point la relation relativement stable entre les prix organise la vie sociale. Des régulations essentielles font défaut et les opérations les plus quotidiennes deviennent risquées et complexes. A. Fergusson décrit ce phénomène à propos de l'hyperinflation allemande : "il existait un indice ou un multiplicateur différent pour chaque type d'établissement et même pour chaque produit à l'intérieur de chacune des boutiques. Même l'achat le plus simple demandait trois ou quatre minutes de calculs." Des ménagères argentines font des remarques analogues lorsqu'elles expliquent que des activités courantes, telles que l'achat de nourriture, exigent un temps beaucoup plus long, car la désorganisation des prix amène à utiliser une stratégie en trois étapes : une première consacrée à parcourir les commerces du quartier afin de noter les prix, une deuxième passée à comparer les informations recueillies, pour arriver enfin au moment

d'achat effectif dans les commerces sélectionnés. "Avant d'acheter quelque chose, tu dois marcher et comparer : le lait est moins cher à un endroit, les oeufs à un autre. Il faut aller dans une boutique et noter les prix, ensuite dans une autre...je regrette l'époque où j'allais au marché et je pouvais tout acheter sur place ..." (C2 Capitale)

Pendant le deuxième trimestre de 1989 le chaos économique est total. Les prix changent d'heure en heure et le dollar fluctue démesurément, de sorte que le quotidien Clarín peut calculer, le vingt mai, que "celui qui a acheté un dollar a 162 australs à 11 heures et l'a vendu à 13 heures à 215 australs, a réalisé un bénéfice de 34%". D'autre part, la micro-spéculation, indispensable maintenant pour protéger les revenus monétaires, est confrontée à des oscillations impressionnantes du taux de change [28] ; la dévaluation de l'austral, qui était de 0,2% le 3 février, est de 53% le 7 et le 8 février, suivie par une réévaluation de 5,1% entre le 9 et le 13, une nouvelle dévaluation de 11,4% le 14 et le 15 suivants et de 1,1% du 16 au 28 février. [29] [30]

Ainsi les possibilités d'un calcul rationnel se réduisent tandis que la valeur du temps se modifie : si la méga-inflation rétrécit l'horizon temporel, l'hyperinflation le réduit à sa plus simple expression. Et si une méga-inflation complexifie le court terme, la complexité frappe maintenant la vie quotidienne. La nature de l'information nécessaire aux décisions change également. Les avis des experts financiers sont désormais inutiles et même l'information que les médias peuvent fournir a perdu sa validité, temporelle et spatiale : les prix des produits, les taux d'intérêt, la cotation du dollar et même le taux d'inflation, varient passablement d'une ville à l'autre, et d'un moment à l'autre. Ce n'est que dans les rencontres quotidiennes, face à face, dans des espaces publics restreints, que l'on peut glaner des informations pertinentes. C'est pourquoi, parmi les rares actions collectives de la période hyperinflationniste, on observe dans un certain nombre de quartiers populaires l'organisation informelle de réseaux visant à réunir et diffuser des informations sur les meilleurs prix des produits de première nécessité. Ces rencontres quotidiennes, par ailleurs, portent presque exclusivement sur les prix, qui deviennent alors le sujet primordial des interactions : "Partout, on ne parle que des prix ; dans les transports collectifs, au travail, avec les voisins. Combien tu as payé les tomates, aujourd'hui ? Dans tel supermarché la viande est meilleur marché...Personne ne peut parler d'autre chose." (D2 GBA)

W. Benjamin observait déjà l'uniformisation des thèmes de conversation durant l'hyperinflation allemande des années vingt : "La

liberté de la conversation se perd. Jadis il allait de soi qu'il fallait s'intéresser à votre interlocuteur. Maintenant on remplace cela par des questions sur le prix de ses chaussures ou de son parapluie. Inéluctablement le thème du coût de la vie, de l'argent, s'impose dans toute conversation. Il s'agit moins, en l'occurrence, des soucis et des souffrances des individus, à propos desquels ils pourraient peut-être s'entraider, que des considérations sur la situation en général. Comme si on était prisonnier dans un théâtre et qu'il faille suivre la pièce jouée sur scène, qu'on le veuille ou non, et faire de celle-ci, qu'on le veuille ou non, l'objet perpétuel de ses pensées et de ses paroles." (Benjamin, W., 1988 : 157) L'hyperinflation appauvrit la communication entre les gens. Un phénomène analogue se produit au niveau macrosocial. La crise des régulations inflationnistes désoriente les consommateurs, paralyse l'investissement et perturbe les politiques fiscales et monétaires de stabilisation, "parce que l'inflation exacerbée détériore le système de communication (...) lorsque l'unité monétaire comme les règles d'indexation varient tellement qu'elles cessent de transmettre des informations" (Singer, 1989 : 217) Et Paul Singer conclut, "la vie économique est comparable à la Tour de Babel". L'austral argentin en effet perdait de sa valeur signifiante et les éléments du système entier se désarticulaient ; les bons émis par les provinces étaient dépourvus de toute signification dans le reste du pays, et même les prix fixés en dollars "n'avaient plus de sens", la cotation du dollar parallèle étant passablement erratique à cause de la forte baisse de l'offre de devises. (Hillcoat, G. et Quenan, C. 1992 : 54) En détruisant la relations entre les éléments "qui transmettent les informations", l'hyperinflation touche directement une dimension essentielle de la vie en société et celle-ci devient une sorte de Tour de Babel --avec des conséquences analogues à celles de l'épisode biblique. La "liberté de conversation qui se perd" dont parle Benjamin, les rencontres où "l'on ne peut parler d'autre chose", selon notre interviewée, peuvent donc être regardées en tant que recherche du sens de la monnaie, de la valeur des choses : les individus comparent des prix de même que quelqu'un, arrivant à un pays où l'on parle une langue qui lui est inconnue, "comparerait" les mots d'un dictionnaire. Or, ce dictionnaire n'existe pas et les gens sont contraints de chercher ce sens de manière répétitive et circulaire ; ils sont réduits à juxtaposer les prix payés par des individus différents, à des moments différents et dans différents endroits. La nature du chaos monétaire que ces comportements révèlent ne saurait donc être assimilée à d'autres situations, politiques ou sociales, dont la définition en tant que "désordre" dépend étroitement du point de vue des acteurs concernés.

De l'hyperinflation à la stabilité

La dévaluation de la monnaie exprimait la dévaluation de l'autorité publique. Vers la fin avril les autorités économiques reconnaissent publiquement leur impuissance à dominer l'hyperinflation, voire à la comprendre. J. C. Pugliese, éphémère ministre de l'Économie, déclare dans un message télévisé : "Je ne sais pas pourquoi le dollar monte, ni comment faire pour l'arrêter" et il répondra le vingt-six mai à un journaliste : "Je ne sais pas ce qui se passe. J'ignore ce qui crée cette situation". A. Tróccoli, ancien ministre de l'Intérieur, affirme, quant à lui, que la situation a "échappé à tout contrôle", exhortant les Argentins, par voie de presse, "à prier tous les matins pour que les effets des débordements des prix n'aillent pas au-delà du raisonnable". Le Parti justicialiste (péroniste) n'a pas eu, on s'en doute, de difficultés pour s'imposer confortablement lors des élections présidentielles du 14 mai 1989 (47% contre 32,5% du Parti radical). L'ampleur de la crise amena R. Alfonsín à céder le gouvernement au président élu, Carlos Menem, le 7 juillet, avant la date prévue de passation des pouvoirs, au moment où la hausse des prix atteint le chiffre sans précédents de 200% mensuel. Une grave récession économique, la baisse brutale des salaires réels et une chute abyssale des recettes fiscales furent quelques unes des conséquences de l'hyperinflation. Du processus qui avait détruit le gouvernement d'Alfonsín, C. Menem fit une lecture politique : sans le soutien de l'establishment et l'aval du gouvernement des USA, l'hyperinflation était imparable. Aussi, au lendemain de son élection, et à l'encontre de la tradition idéologique du péronisme, il fait connaître son adhésion aux principes d'une économie de marché et sa décision de procéder à une privatisation massive des entreprises publiques ; pour mieux rassurer ses nouveaux alliés, Carlos Menem désigne l'entreprise Bunge & Born, le groupe économique le plus puissant du pays [31] , pour diriger l'économie. Déstabilisé par le chaos économique et la crise politique, le parlement donne alors carte blanche au président [32] , votant à l'unanimité une loi d'Urgence économique ainsi que celle, également générale, dite de Réforme de l'État. L'enthousiasme, ou tout au moins un immense soulagement, se répandent presque aussitôt, évidents et quasiment unanimes. L'arrêt de l'hyperinflation octroie au gouvernement le soutien de tous les groupes sociaux. Les sondages, par ailleurs, le montrent : entre 1988 et 1989 les espoirs d'une amélioration personnelle à court terme doublent , et a triplé a proportion de ceux qui pensent que la situation du pays sera meilleure dans un délai d'un an. Cependant, lorsque les dissidences entre le patron de Bunge & Born et le ministre deviennent notoires, et que le gouvernement suspend le remboursement des titres publics, l'hyperinflation

réapparaît [33]. Quatre mini-plans successifs ne réussissent pas à l'enrayer (la hausse des prix atteint 60% en décembre et 79% en janvier) mais grâce à l'apprentissage fait pendant la première, cette série de poussées hyperinflationnistes est plus courte et moins intense [34] : les prix et les salaires s'accrochant au dollar, les rapports des prix restent relativement constants. La popularité de C. Menem descend, parallèlement à la hausse du dollar ; les bonnes opinions, qui dépassent 60% encore vers la fin de l'année, frôlent 20% en mars. C'est alors que la crise provoquée par les dénonciations pour corruption formulées par l'ambassade des États-Unis oblige le président à placer Domingo Cavallo -qui compte sur la confiance du gouvernement américain-, au ministère de l'Économie. Celui-ci lance en 1991 le plan de Convertibilité [35] , en vigueur aujourd'hui. Après tant d'échecs successifs le nouveau plan doit susciter la confiance sur un point, à savoir qu'un acteur capital ne cédera pas à sa rationalité propre : l'État. Afin de garantir la conduite gouvernementale en matière d'émission monétaire, de dépenses publiques et de salaires, le ministre adopte une stratégie d'auto-contrainte en faisant voter une loi qui fixe, et fixe toujours, la parité d'échange entre le dollar et le nouveau signe monétaire, le 'peso'. L'inflation décroît alors progressivement, pour se trouver aujourd'hui parmi les plus faibles de la planète. La stabilité modifie en profondeur la "rationalité inflationniste" qui avait longtemps été le soubassement des stratégies individuelles et collectives. Les choix se simplifient, et la valeur du temps se transforme car disparaissent aussi bien le besoin de défendre quotidiennement les revenus monétaires que l'urgence de se défaire de la monnaie, et même l'achat de certains biens peut être ajourné dans l'attente d'une baisse des prix. L'effacement des luttes entre des groupes socio-économiques pour la définition des règles d'indexation change la nature des conflits sociaux. La stabilité monétaire, en effet, constitue par elle-même un puissant agent de transformation des rapports sociaux dans la mesure où elle cristallise et rend plus visibles les acteurs et les enjeux. Les contraintes économiques et budgétaires réduisent considérablement les marges de l'action collective mais, en posant les limites à l'intérieur desquelles les choix doivent opérer, elles encouragent des transactions plus transparentes et la formation de groupes sur la base d'intérêts distincts. Le président Menem a été réélu en 1995 et, en dépit des graves conflits au sein de l'État, D. Cavallo est resté à la tête du ministère de l'Économie pendant une durée record. La facilité avec laquelle le président a pu imposer sa volonté sans tenir compte des décisions parlementaires, la subordination de la justice au pouvoir politique, l'impunité de la corruption malgré les dénonciations des médias, ont été des traits caractéristiques des cinq dernières années en Argentine. L'application

d'un plan de réforme économique sévère a produit plus de pauvreté, plus d'exclusion et des taux inédits de chômage ; or, depuis 1989, le parti au pouvoir a remporté la plupart des élections législatives et les politiques d'ajustement n'ont pas éveillé pendant longtemps de véritables résistances. Les raisons qui expliquent cette atonie sont nombreuses : crise du principal parti d'opposition due à une gestion gouvernementale désastreuse, diminution du nombre d'affiliés qui affaiblit des syndicats autrefois puissants, hégémonie de la doctrine néo-libérale faisant obstacle à la proposition d'alternatives aux politiques gouvernementales. En outre, le gouvernement comptait non seulement avec le soutien de son parti (fort de l'appui de 35 à 45% des électeurs) mais aussi des grands groupes économiques ainsi que d'une bonne partie du syndicalisme, traditionnellement péroniste. Mais la raison fondamentale de son succès reste la stabilité monétaire atteinte à partir de 1991. Au cours des dernières années le gouvernement a réclamé -et obtenu- un large consensus social en invoquant la réussite du "Modèle", un terme aujourd'hui courant aussi bien dans les médias que parmi les spécialistes et les hommes politiques, toutes tendances confondues, désignant d'une manière très générale la politique mise en oeuvre. Ce "Modèle" comporte des objectifs spécifiques (la loi de Convertibilité, la dé-régulation du marché intérieur et une réforme de l'État visant essentiellement l'équilibre fiscal) mais cinq années d'utilisation légitimant des décisions passablement diverses, lui ont donné deux qualités apparemment dissemblables : il est à la fois ouvert et rigide. Ouvert, puisque le "Modèle" a pu intégrer une vaste gamme d'options concrètes en les déclarant indispensables ; rigide, car on affirme que tout écart mettrait en péril un équilibre précaire, autorisant la disqualification des revendications sociales au nom de la stabilité. L'équilibre fiscal étant l'objectif prioritaire, ce qu'on peut appeler une "budgétisation généralisée des demandes sociales", a modifié le mode de gestion des conflits : par une opération d'homologation, ces demandes, transformées en valeurs partielles et comparables, sont reliées entre elles et, de par leur effet comptable, au sort de la communauté. Aussi, pendant tout un temps, le budget a semblé se constituer en lieu de conformation du collectif. Les rares et tardives résistances à ces opérations ainsi qu'à ce qu'on nomme les "coûts sociaux" d'un plan de stabilisation sont généralement expliquées par le souvenir du traumatisme hyperinflationniste. Cette affirmation de bon sens pose néanmoins un certain nombre de questions. Quelle est la durée d'une telle légitimation ? Sous quelles conditions la stabilité monétaire peut-elle devenir un bien collectif acquis, au même titre que la stabilité politique ? Nous n'avons naturellement pas de réponse satisfaisante mais nous pensons que, pour y parvenir, il faut aller au-delà d'une

explication qui tiendrait l'hyperinflation pour un phénomène objectif et uniforme, produisant les mêmes effets dans toute société. Aussi, nous tenterons maintenant de restituer, même partiellement, le sens spécifique qu'elle prît en Argentine. Bien que transformée aujourd'hui par la mémoire collective en une expérience tout à la fois chaotique et homogène, l'hyperinflation avait été l'objet de lectures différentes qui essayaient de lui donner un sens. En reconstruisant une des réalités imaginaires dans lesquelles elle a été inscrite, nous nous proposons de récupérer la signification spécifique de l'hyperinflation argentine.

II - La lecture sociale de l'hyperinflation

Crise ou décadence ? "L'Argentine est le seul pays occidental moderne qui se soit appauvri sans que personne n'ait été en mesure d'en donner une explication convaincante" affirme James Neilson (Neilson, 1991 : 41) Et il est vrai que l'évolution argentine a souvent été présentée comme une énigme. La position du pays dans le marché mondial à la fin du XIXe siècle et le début du XXe, en effet, lui avait permis d'atteindre un niveau exceptionnel de consommation et de modernisation urbaines. L'Argentine était une des nations les plus riches, occupant une des premières places dans le commerce international. En 1913 son PNB par tête d'habitant est supérieur à ceux de la Suède, de la France et de l'Autriche, presque égal à celui de la Suisse, deux fois supérieur à celui de l'Italie et plus de sept fois à celui du Japon (C. Waisman, 1987 : 6-9). Mais suite à une période de stagnation relative (1,45 d'augmentation, en moyenne, de 1950 à 1985) si en 1950 le PNB argentin est le triple du PNB brésilien, il lui est à peine supérieur en 1982. Or ce qui pour les historiens ou les économistes est objet d'explication est devenu une raison explicative sur le plan des représentations sociales : ici l'opulence perdue fonde une séquence apparemment irréversible. L'hyperinflation est insérée dans cette réalité imaginaire lorsqu'on cherche à donner un sens au chaos monétaire. Avatar d'une série, elle est à la fois radicale et non-spécifique : nouvel épisode d'une décadence qui va en s'aggravant, cette lecture est assez adaptée à un fléau qui s'abat sur tous ou presque tous. L'accélération des taux d'inflation fait affleurer à nouveau l'idée selon laquelle "l'Argentine ne va plus ", que " ce pays ne peut pas être redressé ", qu'"il n'est pas viable ". Les médias se demandent "Qu'est-ce qui nous arrive à nous, les Argentins ? " et Clarín réunit des noms éminents (intellectuels, hommes politiques, ecclésiastiques) autour du thème : L'Argentine a-t-elle une issue ? Le pessimisme s'étend. Selon des sondages effectués en 1988, 43% pensent que la situation générale sera moins bonne un an plus tard et 50% qu'elle empirera dans le délai de six mois ; presque la moitié des

interviewés estiment que leur situation personnelle sera moins satisfaisante et 26% considèrent que "ni ce gouvernement ni aucun autre n'est en mesure de résoudre les problèmes économiques " (Catterberg, E., 1989 : 45). Le quotidien La Nación publie une enquête selon laquelle un quart de la population désire émigrer ; deux ans plus tard, selon le magazine El Porteño , c'est le cas de la moitié des Argentins, des chiffres que les photographies des longues files d'attente devant les consulats semblent confirmer. "Que voudrais-tu être quand tu seras grand ? demande-t-on à un enfant dans un dessin humoristique paru dans le quotidien à plus grand tirage. "Étranger" , telle est la réponse. El Heraldo , quant à lui, reproduisant un graffiti populaire, titre en février de 1989 : Yankees go home ! Et s'il vous plaît, emmenez-nous avec vous ! ". Naturellement, le discours politique, en appelle à la confiance : "Ce plan de stabilisation n'a pas été conçu que pour résoudre quelques problèmes actuels ", déclare le président Alfonsín en 1985, lors d'une montée sans précédents de l'inflation. Son véritable objectif, affirme-t-il, est le renversement d'un processus de décadence plus ancien, la lutte "contre la frustration, contre le désespoir qui s'est abattu pendant des décennies sur les Argentins. Pendant des années et des années, déraisonnablement, notre pays nous a échappé, il s'est rétréci, il est devenu triste ". Ce diagnostic est à prendre au pied de la lettre, c'est-à-dire comme l'appel à un avenir qui est mis en doute ; or cet avenir est, en quelque sorte, le retour au passé perdu. La crise met en lumière un élément essentiel de la manière dont l'Argentine s'est interprétée elle-même : une société dont l'âge d'or est dans le passé, dans la période de prospérité précédant la dépression de 1930. La crise des années quatre-vingts sera lue, par conséquent, comme un épisode de la décadence d'un pays qui a été "...le grenier du monde", "qui était une puissance mondiale il y a seulement cinquante ans", selon le magazine Gente , qui "a évolué de la position de pays riche à celle, actuelle, de pays appauvri, en un peu plus d'un demi-siècle" , comme le déclare l'U.I.A., la plus puissante organisation patronale. C'est un pays qui, selon un de nos interviewés, "possède encore aujourd'hui toutes ses richesses inexploitées."(C2 Capitale)

La logique de la décadence nationale

Quelle serait la raison de ce processus ? La comparaison récurrente avec le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui met en avant le fait que ces pays possédaient, comme l'Argentine, des prairies fertiles et une population peu importante, l'indique. Pour un motif ou pour un autre, selon l'optique adoptée, on a conclu que l'Argentine a gâché d'inépuisables richesses naturelles. Et là où les études cherchent des

facteurs culturels ou politiques, l'imaginaire de la décadence a érigé en explication ce qui distingue, précisément, l'Argentine des pays du Commonwealth : les Argentins. La responsabilité du déclin d'un pays "qui ne marche pas mais qui a marché un jour " revient aux Argentins. Un sondage trouve que pour 77% des interviewés, "nous sommes tous responsables de la crise " et, de l'avis de l'Union Industrielle Argentine, "ce processus graduel a été notre oeuvre à nous tous, les Argentins ."

Dans sa note éditoriale intitulée "Notre décadence " le quotidien La Razón appelle en juin 1989 à "récupérer le pays que nous avons eu autrefois et que chacun a contribué à laisser échapper ". Mais déjà en avril, le ministre de l'Économie lui-même avait déclaré que des nouvelles mesures seraient inutiles car "tous les partis politiques et le pays entier sont coupables de l'inflation ". La crise fait émerger (ou ré-émerger) l'image selon laquelle les Argentins, comme entité collective, seraient les responsables de la décadence du pays. Deux disjonctions relient la notion de décadence à celle de responsabilité collective. La première : la séparation entre l'Argentine et les Argentins [36] . Elle est à la base de l'image d'une société qui, réduite à un ensemble d'individus singuliers, a détruit la Nation, le collectif. Ainsi l'énonce, entre autres, Carlos Menem, pendant sa campagne électorale : "Si l'Argentine n'est pas là où elle doit être, ce n'est pas la faute du pays mais la responsabilité des Argentins." La seconde : la séparation entre les Argentins qui avaient su faire fructifier les dons naturels du pays (notamment l'élite politico-intellectuelle de 1880 et les immigrants du début du siècle), et les Argentins qui, à un moment indéterminé et de manière incompréhensible, ont dilapidé leur héritage. Le président Alfonsín peut alors se demander : "Qui a fait ce pays ? Les sceptiques, les fatalistes, les tristes de l'Argentine ? Ce pays a été bâti par des Argentins qui ont cru et qui ont pu, des Argentins avec moins de culture et plus de difficultés ; des Argentins qui ont été nos pères et nos grands pères. Aujourd'hui, dirons-nous à nos pères et à nos enfants que nous sommes impuissants ? " On appartient à une collectivité qui n'existe plus, et la lecture du présent par rapport à un passé prospère ne peut qu'être mélancolique. L'Argentine et les Argentins entretiennent des relations symboliques investies de contenus affectifs quasiment personnels : "Un pays aussi jeune et aussi riche, dans lequel nous avons tant de richesses inexploitées...cela semble incroyable que nous en fassions cela. Qu'est-ce que nous sommes injustes avec l'Argentine !" dit un de nos interviewés.

La crise produit la dissolution imaginaire de la Nation et, de manière complémentaire, l'apparition d'une identité collective paradoxale, fondée sur l'absence de lien social : "nous, les Argentins égoïstes". La

scission entre l'Argentine et des Argentins socialement déliés actualise alors le modèle de l'immigration, c'est-à-dire l'arrivée d'un ensemble d'individus isolés à un pays préexistant. Cette actualisation, par ailleurs, se concrétise dans les nouveaux flux migratoires ; on peut citer, parmi d'autres, le reportage à un couple d'espagnols publié par La Semana en avril 1989, sous le titre "Nous sommes venus en 1928 dans le meilleur pays du monde et maintenant nous le quittons parce que nous n'avons pas assez pour payer les médicaments" ainsi que les réflexions d'un de nos interviewés :

"...et dire que mes parents sont venus d'Espagne parce qu'ils y mourraient de faim et que maintenant mes enfants sont en train de prendre la nationalité espagnole pour partir s'y installer", constate un autre.

Il n'est pas étonnant, par conséquent, que l'appel à l'unité soit le thème central lors des élections de mai 1989, qui se déroulent pendant le choc hyperinflationniste. "Il faut dire la vérité une fois pour toutes. L'Argentine est cassée (...) Ou bien nous guérissons l'Argentine entre nous tous, les Argentins, ou l'Argentine mourra " affirme Carlos Menem. Son adversaire, le candidat du Parti radical, suit une démarche analogue, avec son slogan : "On peut. On peut. On peut." "On m'a conseillé de l'abandonner ", déclare-t-il, "mais je le demande : qui peut ?...Menem peut-il ? Alsogaray peut-il ? " et il ajoute "Je ne suis pas arrogant, je crois qu'on peut, mais tous ensemble ; on peut, malgré les prêcheurs du désespoir, parce que notre pays est doté d'un exceptionnel potentiel de richesse. "

Une patrie en danger mais sans adversaires, la scission entre communauté et individus, l'appel à l'unité des Argentins : voilà les éléments essentiels du diagnostic, tant radical que péroniste, les conduisant à en appeler à la confiance de la société en elle-même. L'incapacité à contrôler l'inflation, en effet, n'avait pas seulement délégitimé le gouvernement, elle menaçait également toute la sphère politique ; aussi, les campagnes des candidats s'évertuaient à créer une confiance dans le politique à partir d'un même programme : faire du collectif. En 1989 tout se passe comme s'il était nécessaire d'instituer la société, de refaire un pacte constitutif de la Nation.

Rationalité individuelle versus rationalité collective

Notre propos n'est pas, nous l'avons dit, d'offrir une quelconque explication au choc hyperinflationniste. Les économistes eux-mêmes, par ailleurs, sont loin de concorder sur ce point. Un élément,

cependant, est généralement admis : les comportements des consommateurs et la micro-spéculation sur les devises jouent un rôle dans le développement du processus mais ils ne sont aucunement la raison de l'hyperinflation argentine. Celle-ci est à chercher plutôt dans une combinaison de facteurs tels que la crise fiscale de l'État - aggravée par le service de la dette -, les manoeuvres des capitaux spéculatifs, des décisions politiques. Or nous constatons que l'hyperinflation, paradoxalement, est conçue comme le résultat des actions individuelles de trente millions d'Argentins dépourvus de sens de la Nation : "...ici personne ne peut jeter la première pierre. Celui qui voit la possibilité de tirer un bénéfice, en achetant en plus grosse quantité, quelque chose qui n'a pas encore augmenté de prix, ne manque pas de le faire..."(C2, GBA) "Ce désastre que nous tous, nous avons créé en quatre semaines, jamais un pays ne l'avait créé. Tous ensemble : les entrepreneurs et les commerçants, en augmentant les prix sans raison, et nous, en achetant n'importe quoi, comme des fous, craignant que les marchandises ne s'épuisent ou n'augmentent de prix. Ainsi la chaîne continuait et tout augmentait davantage." (D1 Capitale)

Le magazine La Semana reproduit, le quinze juin 1989, le dialogue avec une employée (qu'il soit réel ou non n'a pas d'importance) :

"-De qui est-ce la faute ? - Coupables nous le sommes tous, pas seulement le gouvernement. Nous sommes tous coupables de ne pas savoir lutter pour ce qui nous est cher. J'ai lu l'autre jour qu'aux États-Unis le kilo de café avait augmenté d'un demi-centime. Personne n'en a acheté. Maintenant ils l'ont baissé. Nous, les Argentins, nous en aurions acheté dix paquets chacun."

L'imaginaire de la décadence autorise à renvoyer l'origine de l'inflation à une essence naturelle de l'Argentin, son avidité et son égoïsme. Si la forme mythique que prend cette représentation provient de l'effort pour rendre intelligible le chaos monétaire, sa racine se trouve dans des caractéristiques propres à toute inflation. L'inflation, en effet, est un cas typique d'effets non attendus ("pervers") produits par un ensemble de comportements individuels. Déjà en 1940, J. M. Keynes (How to Pay for the War) diagnostiquait : "Ce qui est avantageux pour chacun de nous, pris comme individu solitaire, est désavantageux pour chacun de nous, pris en tant que membre d'une communauté. Un individu ne peut pas se protéger des conséquences de l'inflation par l'épargne si les autres ne se comportent pas de la même manière". En France, J.-D. Reynaud et R. Boudon citent l'inflation pour illustrer comment la juxtaposition d'actions individuelles peut produire des

effets collectifs et individuels indésirables, et non inclus dans les objectifs explicites des acteurs. Le "dilemme du prisonnier" [37] formalise cette situation : chacun des acteurs est amené, rationnellement, à choisir la non-coopération et l'agrégation des choix engendre une "irrationalité sociale". L'utilité de ce modèle, cependant, se restreint au niveau individuel, ainsi que le remarque A. Hirschman : "faute d'un dieu ou d'un contrat social fournissant une solution coopérative, une inflation en route condamne tous les groupes sociaux à se comporter de manière à perpétuer l'inflation ; (mais) le prisonnier confiné et solitaire du modèle est une métaphore extraordinairement inadéquate pour ce qui est des corporations gigantesques, des associations de producteurs et des syndicats puissants." (Hirschman, 1980 : 700) Ajoutons-en une autre restriction : si "le dilemme" nous intéresse ce n'est pas parce qu'il explique effectivement la relation entre comportements individuels et inflation, mais parce qu'il correspond à la construction imaginaire présente dans les interprétations des interviewés, analogie par ailleurs compréhensible car les consommateurs, eux, sont "des prisonniers confinés et solitaires". On constate ainsi que puisque l'inflation est expliquée par les comportements individuels, la lecture qui en est faite arrive à la même conclusion que le "dilemme" : la rationalité individuelle conspire contre la rationalité collective. Cette opposition étant manifestement homologue à l'opposition entre "l'Argentine" et "les Argentins" qui fonde l'idée de responsabilité collective, il paraît plausible que cette image plutôt que d'autres, ait été choisie afin de donner un sens au chaos monétaire. Une deuxième remarque est à faire. Le matériel étudié s'écarte sur un point significatif de la logique du prisonnier ; celui-ci présuppose, en effet, que chacun des acteurs ignore quel sera le choix de l'autre (ainsi que les conséquences de son propre choix). Or, les entretiens montrent que chaque individu sait, ou dit savoir, que les autres se comporteront comme lui (en d'autres termes, que tous se comporteront en free riders) et chacun sait que le résultat sera une inflation accrue. Cela introduit un aspect naturellement absent dans la logique du dilemme : l'évaluation, le jugement des choix. Nous voyons ainsi que des nombreux interviewés transforment en actions immorales des comportements forcés à suivre la 'rationalité inflationniste' :

"nous avons tous acheté comme des fous, sans penser au pays, sans nous intéresser à ce que, dans une telle situation, si j'achète davantage, tout augmente et que je porte donc préjudice à mon voisin..." (C1 GBA) "Voyez-vous, le problème est qu'ici ni l'épicier, ni le boucher, ni les fabricants quand ils augmentent les prix, ni nous

mêmes, quand nous faisons nos courses, aucun de nous ne pense au pays." (C2 Capitale)

La consommation étant tenue pour cause de la crise, elle cesse d'appartenir au domaine privé pour devenir un fait social et politique, certains interviewés demandant "une loi punissant ceux qui achètent plus que le nécessaire" (D2 GBA). Dans cette image de l'inflation les activités ménagères les plus simples deviennent des conflits éthiques et les choix économiques individuels se déplacent vers l'espace public. Et puisque les comportements inflationnistes persistent et persiste également la spéculation forcée, la nature égoïste des Argentins se voit confirmée, de sorte que le ministre de l'Économie lui-même appelle à "penser chaque jour au préjudice que l'on peut porter au pays en achetant ou en vendant de manière antisociale" (23/4/89). Les rationalités partielles et la rationalité de l'ensemble s'opposent ; puisque les comportements des consommateurs étaient une cause de la hausse des prix, chaque individu pouvait, et devait, choisir à tout moment, entre son intérêt individuel et l'intérêt général. Que cette alternative ait pu traverser les microdécisions quotidiennes montre la capacité destructrice de la cohésion sociale d'une hyperinflation vécue comme elle l'a été en Argentine. Des situations analogues ont donné lieu, dans d'autres sociétés, à l'identification de boucs-émissaires, extérieurs à la communauté ou transformés en tels, processus qu'on peut reconstruire sans difficulté a posteriori. Tel ne fut pas le cas en Argentine. L'imaginaire de la décadence, qui reposait précisément sur la séparation du pays et de ses habitants pourvoyait un système de lecture dans lequel le problème posé par l'alternative entre intérêt individuel et intérêt général fut résolu, pour ainsi dire, grâce à une construction fantasmatique : la responsabilité collective émanant de l'individualisme antisocial de l'Argentin. Cette construction ne fut pas la seule réponse à l'inintelligibilité de la crise, et elle n'était pas organisée comme une théorie cohérente. Il convient donc de mentionner d'autres dimensions, présentes dans le matériel analysé, qui s'articulent à cette image globale. Folie ou catastrophe naturelle ? Lorsque nous faisons référence à la responsabilité collective nous n'affirmons certainement pas que les Argentins se trouvaient dans une totale confusion mentale pour ce qui est des raisons de l'inflation. Les sondages, nos entretiens et les discours politiques montrent que sont identifiés, ne serait-ce qu'approximativement, des groupes qui en bénéficieraient. L'expression "patrie financière" par ailleurs, avait été forgée afin de les désigner de manière globale ; il faut citer dans le même sens les données d'un sondage de l'Institut Kolsky de 1988, selon lequel 83% estime que "certains groupes bénéficient de l'inflation", parmi lesquels on cite les "spéculateurs" (47%), "les

capitalistes, les riches" (54%), "les industriels" (19%). Mais aucun discours social important désignant des groupes sociaux responsables de la crise s'est constitué ; la poussée inflationniste rendait l'économie inintelligible. Si l'on mentionne fréquemment la responsabilité des commerçants et des chefs d'entreprise, l'impossibilité d'adopter des décisions rationnelles face à la perte de signification de la monnaie domine. Il s'agit, pour des nombreux interviewés, d'une folie généralisée : "Ils changent les prix comme des fous, et nous achetons comme des déments (...) nous sommes tous plus ou moins pareils" (C2 Capitale) "Lorsque le dollar et les prix ont commencé à augmenter en février les gens sont devenus fous, moi y compris. Nous avons tous contribué au désastre : le sucre augmentait et nous en achetions dix kilos. Par conséquent, le prix montait à nouveau et nous courions affolés en racheter..." (C1 Capitale) Des conduites rationnelles, dictées par le marché, cessent de l'être. Ce qui peut faire sens dans un ordre collectif est désagrégé par l'hyperinflation, et l'évolution de l'économie acquiert l'objectivité des événements naturels contingents et inexplicables. Cela se manifeste, entre autres, dans la manière dont les médias traitent des mouvement monétaires, en les réduisant à "une altérité absolue", selon G. Althabe (1990 :111), qui note à ce propos qu'"il est donné au cadre monétaire un mode d'existence identique à celui des conditions météorologiques : le quotidien Crónica encadre son sigle par deux encarts, l'un portant le taux du dollar parallèle du jour, et l'autre, le degré de la température ; c'est d'une manière identique que les deux animateurs du journal Nueve Diario achèvent leur émission." Pourquoi le dollar monte-t-il ? C'est la question qui ouvre toute interview auprès d'économistes et de fonctionnaires, l'énigme qui occupe chaque jour davantage d'espace dans les médias [38] . Le prix du dollar est dans le même temps l'expression, la cause et la conséquence de l'hyperinflation, et ses mouvements font de la crise un phénomène qui échappe au contrôle des autorités étant donné que son prix est fixé par des différents marchés et qu'il s'agit d'une monnaie étrangère. Le secrétaire à la Coordination économique déclare ainsi, en avril : "Nous sommes très inquiets ; cela fait des semaines que je ne dors pas en pensant au dollar mais, après tout, ce n'est pas nous qui contrôlons le dollar." La métaphore du dollar (car bien évidemment il s'agit de la dévaluation de la monnaie nationale) contribue ainsi à la représentation de l'hyperinflation comme catastrophe naturelle : "un séisme sur le marché financier", selon le président de la Banque Centrale, "le résultat de l'onde de choc de l'explosion nucléaire du dollar" pour Crónica , ainsi que pour nos interviewés : "L'autre jour, lorsque j'ai vu à la télévision qu'un ouragan était passé sur je ne sais plus quelle île des Caraïbes, y détruisant presque tout, je me suis dit : bien sûr, c'est

un ouragan ce que nous avons ici, à la seule différence que le nôtre ne s'appelle pas Hugo mais dollar."(C2, Capitale)

L'achat et la vente de dollars, un mécanisme courant des stratégies de survie, semble confirmer que l'hyperinflation est la conséquence de l'agrégation de décisions individuelles : en achetant des dollars, les Argentins portent atteinte au collectif. Voilà une lecture plausible de la déclaration de J.C. Pugliese, ministre de l'Économie en avril 1989 : "Je ne peux pas dire que celui qui parie sur le dollar perdra, mais j'affirme que celui qui achète des dollars fait du tort au pays ." Maladie et guerre

Ces deux images, complémentaires, sont à la base de l'interprétation de la crise comme un nouvel épisode de la décadence nationale. "L'inflation est le produit d'une société malade ", affirme le ministre de l'Économie. La métaphore de la maladie n'est pas nouvelle. Dans le discours de la junte militaire (1976-1982) elle permettait de relier deux objectifs distincts : l'annihilation des "subversifs", des "microbes" qui gangrenaient l'unité morale de la société, et une réforme néolibérale visant à éliminer des "tissus malades", des activités vivant artificiellement grâce à la protection de l'État (Corradi, J., 1985 : 117). Or maintenant, la maladie ne reconnaît de causes ni extérieures ni discernables ; elle s'origine dans chaque cellule du corps social, dans chaque Argentin qui "achète comme un fou " sans "penser au pays " : "Il y a quelques jours je m'amusais à regarder les gens qui couraient comme des fous avec leur caddie en essayant d'attraper les produits avant que les employés changent les étiquettes. Je me suis rendu compte hier que je faisais pareil. C'était comme si j'avais attrapé une maladie contagieuse..." (C1 GBA) Le chaos monétaire augmente la complexité des micro décisions mais diminue leur degré de liberté. On pourrait dire que l'évolution des prix engendre, à partir d'un certain seuil, une masse de conduites similaires, proches des "activités de plusieurs personnes" qui ne sont pas, pour Max Weber, (1971 : 20) proprement sociales mais des comportements "qui s'orientent uniformément d'après une nécessité" provoquée par un événement extérieur. Une hyperinflation ne ressemble certes pas à la pluie qui, dans l'exemple donné par Max Weber, suscite des réactions visant toutes "à se protéger contre l'ondée", mais le rapprochement sert à souligner le fort conditionnement des décisions par des soubresauts monétaires extérieurs aux individus. Or, ce rapport est inversé par les récits courants puisque ces décisions (acheter plus de ce qui était nécessaire, passer des dépôts à terme au dollar et vice-versa, acheter et revendre des dollars) seraient moins la conséquence de l'affolement du marché que l'expression de motivations égoïstes. On comprend

donc l'émergence de l'image d'une guerre de tous contre tous : "Je me demande ce que nous allons devenir quand aura pris fin cette guerre des uns contre les autres." (C2 Capitale) "Ici il n'y a pas eu une guerre contre un autre pays, ici chaque Argentin a déclaré la guerre aux autres Argentins." (D1 GBA) "Le pays vit aujourd'hui une guerre civile non-armée ", affirmait, le 26 avril 1989, Jesús Rodríguez, dernier ministre de l'Économie du gouvernement d'Alfonsín.

Réflexions finales

L'hyperinflation mine l'autorité publique et produit ce que l'on peut appeler du pré-politique, dans le sens de ce qui est engendré par la dislocation de régulations fondamentales de la vie sociale. Rares sont les exemples d'un désordre qui, comme l'hyperinflation, semblent matérialiser socialement une situation hobbesienne. Celle-ci et le "dilemme du prisonnier" ont en commun des présupposés essentiels. Notre matériel montre, enfin, une lecture des comportements qui, suivant la logique du dilemme, aboutit à l'image d'une guerre de tous contre tous. On comprend donc que la demande d'intervention étatique qui émerge dans une société incapable de se maîtriser elle-même soit la raison généralement donnée à la réception favorable du plan Austral et, a fortiori, à l'octroi de pleins pouvoirs au président C. Menem en 1989. Elle permet de comprendre aussi le fait que Carlos Menem n'ait guère rencontré d'obstacles à la mise en oeuvre d'un programme de réorganisation radicale du système socio-économique - qui contredisait, par ailleurs, tous et chacun des principes de son mouvement. Après la seconde expérience hyperinflationniste cette recherche d'une maîtrise extérieure s'est faite plus apparente, le maintien de la stabilité semblant dépendre d'un individu singulier, le ministre de l'Économie Domingo Cavallo [39] . L'indéniable singularité du phénomène hyperinflationniste, cependant, ne doit pas obscurcir le fait que sa lecture ainsi que ses effets révèlent la continuité profonde d'une histoire plus ancienne. La cession sociale de pouvoirs à l'Exécutif n'était pas inédite non plus. Il suffit de rappeler, entre autres, l'acquiescement, ou tout au moins le soulagement de vastes couches sociales lors du coup d'Etat de 1976. Mais si sa condamnation ultérieure, lorsque la défaite militaire aux Malouines s'ajouta aux difficultés économiques, montre les limites d'une légitimité "hobbesienne", l'aspiration persistante à trouver au travers de l'Etat un ordre dont la société est dépourvue suggère l'existence d'autres raisons. L'une d'elles, proposée par Daniel Pécaut afin de rendre compte de la précarité de l'idée démocratique en Amérique latine, réside dans ce "doute radical qui affleure périodiquement sous des avatars différents. (...) A l'occasion de chacun de ces accès de doute

radical, une même conclusion est formulée : la société ne possède pas elle-même aucune capacité d'autorégulation ou d'auto-organisation." (1989 : 7) L'Argentine n'est pas une exception, bien au contraire. Depuis sa formulation par D. F. Sarmiento en 1845, la dichotomie "Civilisation ou Barbarie" [40] a été une matrice essentielle des lectures du social comme du politique. Associée à des thèmes différents : le gaucho , les immigrants européens, les organisations ouvrières, la 'canaille' irigoyeniste, les 'sans-chemise' péronistes, elle comportait l'idée d'une précarité constitutive, d'une menace de désagrégation provenant d'un dehors intériorisé. Dans chacune de ses transcriptions, l'opposition "Civilisation ou Barbarie" traduit la hantise d'une dissolution de l'unité sociale. Mais ce n'est que pendant l'hyperinflation que cette dissolution semble se concrétiser. Les termes de l'ancienne dichotomie y sont absents mais les explications données au désordre monétaire manifestent une crainte analogue quant à l'absence de tout principe d'unité sociale. Si ce rapprochement est correct, on doit conclure à l'émergence d'une nouvelle figure de la Barbarie : pour la première fois en effet ce qui avait été un mode de lecture de la division du social se transforme en une propriété de la société tout entière, le 'barbare' n'étant plus l'Autre mais tous et chacun des Argentins. C'est pourquoi l'opposition entre Civilisation et Barbarie prend alors la forme d'un combat fantasmatique entre Société et Nation ; et il n'est pas hasardeux de présumer, enfin, que la puissance symbolique du souvenir hyperinflationniste provient, aussi, du fait qu'il s'articule à l'image, plus ancienne et profonde, d'une précarité essentielle du lien social. Une société n'est jamais la même après une hyperinflation, mais il est trop tôt pour savoir ce que l'hyperinflation a fait de la société argentine. Et l'interrogation restera probablement sans une réponse satisfaisante à cause de la liquidation simultanée de l'ancien modèle "national-populaire" par une énergique réforme néo-libérale. En revanche, les conditions de possibilité de cette dernière, ainsi que ses modalités politiques, sont incompréhensibles en dehors du traumatisme hyperinflationniste. Mais si le recours à des pouvoirs extraordinaires pour restaurer l'ordre est une conséquence possible, plausible et compréhensible du chaos monétaire, des expériences historiques montrent que d'autres conséquences le sont également. Dans son analyse des cas allemand, hongrois et autrichien A. Fergusson estime, plus que plausible, "naturel", "qu'un peuple soumis à une hyperinflation cherche à attribuer ces maux à quelqu'un ". Bien évidemment, il ne s'agit pas de comparer ce qui n'est pas comparable (parmi d'autres raisons parce que l'hyperinflation argentine fut considérablement moins dévastatrice que les hyperinflations européennes des années vingt et quarante) mais de mettre en doute la rigidité d'un automatisme politique :

l'hyperinflation ne produit pas naturellement du 'décisionisme' étatique, tout au moins pas exclusivement. La violence hyperinflationniste peut donner lieu, d'une manière également "naturelle" pour une approche intuitive, à l'émergence d'un sauveur, à des tentatives de changement des rapports de pouvoir, à l'acceptation de sacrifices ou, au contraire, à les imposer à d'autres, à une vague de violence ou à une généralisation de comportements défensifs. Dans toutes ces réponses, et dans bien d'autres, une dimension est toujours présente : la recherche d'un sens à donner au chaos au travers de l'identification de ses causes. L'hyperinflation a pu ainsi entraîner la désignation d'un Autre coupable, extérieur à l'Unité sociale. En Argentine, pour les raisons que nous pensons avoir données, elle avait conduit à construire une réalité imaginaire fondée sur la contradiction entre Société et Nation. Rendant l'Argentin responsable de la crise, cette construction faisait obstacle à la recherche de boucs-émissaires. Mais elle faisait peut-être aussi obstacle à l'émergence d'un discours social alternatif.

Bibliographie

Althabe, G., "Ethnologie et communication sociale (Production du discours et réception)", in Discours sociaux et démocratie : communication sociale et anthropologie de l'économie en Argentine, Rapport de recherche, Paris, MRT - MSH, 1990. Benjamin, W., Sens unique, Paris, Maurice Nadaud, 1988. Canitrot, A., La disciplina como objetivo de la política económica. Un ensayo sobre el programa económico del gobierno argentino desde 1976. Buenos Aires, Estudios CEDES N°2, 1979. Carballo de Cilley, M., Qué pensamos los argentinos ?, Buenos Aires, El Cronista Comercial, 1987. Catterberg, E., Los argentinos frente a la política. Cultura política y opinión pública en la transición argentina a la democracia, Buenos Aires, Planeta, 1989. Cavarozzi, M. (avec J.M. Nelson et M. Urrutia), "Economic and Political Transitions in Latin America, the Interplay between Democratization and Market Reforms" in Nelson, J.M. (ed), A Precarious Balance. Democracy and Economic Reforms in Latin America., ICS, San Francisco, California, 1994. Corradi, J. The Fitful Republic. Economy, Society and Politics in Argentina, Boulder et Londres, Westview Press, 1985. Elster, J., The cement of society. A study of social order. Cambridge, NY, Melbourne, Cambridge Univ. Press, 1989. Fergusson, M. Cuando muere el dinero, Barcelona, Alianza, 1989. Hillcoat, G., et Quenan, C., Surendettement et hyperinflation en Amérique Latine. Paris, Caisse Centrale de Coopération Economique, Notes et Etudes N° 47, 1992. Hirschman, A., "La matriz social de la inflación", El Trimestre Económico, Vol. XLII

(3), Mexico, 1980. Mari, E., "Pensar la Argentina", in Argentina. ¿Tiene salida ? , Buenos Aires, Clarín- Aguilar, 1989. Pécaut, D., "La question de la démocratie", in Quel avenir pour la démocratie en Amérique Latine ? Ouvrage collectif, Toulouse, Ed du CNRS, 1991. Römer, G. y Asociados, Estudios de opinión pública, Buenos Aires, 1995. Sabato, J. et Schvarzer, J., "Funcionamiento de la economía y poder político en la Argentina : trabas a la democracia" in Rouquié, A., Cómo renacen las democracias , Buenos Aires, Emecé, 1985. Salama, P. et Valier, I., L'économie gangrenée, Paris, La Découverte, 1990. Schvarzer, J., Martínez de Hoz, la lógica política de la política económica, Buenos Aires, CISEA, 1983. Singer, P. "Crise inflationniste dans un contexte national d'inflation chronique", in Pécaut, D. et Sorj, B., Métamorphoses de la représentation politique au Brésil et en Europe, Paris, Ed du CNRS, 1991. Spitta, A., "Cultura de la inflación en la Argentina : observaciones cotidianas de un extranjero", in Botana, N., y Waldmann, P. El impacto de la inflación, Buenos Aires, 1988. Svampa, M. Civilisation ou Barbarie , Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 1992. Torre, J. C. Entre la economía y la política. Dilemas de la transición democrática en América Latina, Dactylog., Buenos Aires, Instituto Torcuato Di Tella, 1989. Vitelli, G., Cuarenta años de inflación en la Argentina : 1945-1985. Buenos Aires, Legasa, 1986. Waisman, C., Reversal of Development in Argentina. Postwar Counter Revolutionary Policies and Their Structural Consequences , New Jersey, Princeton University Press, 1987. Weber, M., Economie et société , T.I, Paris, Plon, 1971. Zuleta-Puceiro, E., Economic Culture and Political Attitudes under Hyperinflationary Conditions. An introduction to the Argentine case. Mimeo, Buenos Aires, s/d.

CEMS-CNRS, Paris et ISSP, Université de Neuchâtel, Suisse

[1] Hirschman, A., "La matriz social de la inflación", El Trimestre Económico , Vol. XLII (3), Mexico, 1980.

[2] En octobre 1995, une enquête (Étude Graciela Römer et Associés) montre que 26% des interviewés pensent qu'il est "très" ou "assez" possible que l'hyperinflation revienne en Argentine, 39% que c'est "plutôt improbable" et 25% que c'est "tout à fait impossible" (10% sans opinion).

[3] Les derniers sursauts de la crise mexicaine l'ont renforcée. En 1995, la stabilité (43% des mentions) est la raison principale donnée par ceux qui approuvent les politiques économique gouvernementales

[4] Zuleta-Puceiro E., *Economic Culture and Political Attitudes under Hyperinflationary Conditions. An introduction to the Argentine case.* Mimeo, Buenos Aires, s/d, p. 10.

[5] Jorge Schvarzer souligne qu'un tel phénomène est quasi inédit : "les seuls antécédents connus sont l'expérience récente du Brésil et les grandes explosions hyperinflationnistes des années 1920 (en Allemagne, Autriche, Hongrie, etc.) qui ont eu un énorme impact social mais ont été plus limitées dans le temps". (Schvarzer, J. 1996 : 81)

[6] Cavarozzi, M. (avec J.M. Nelson et M. Urrutia), "Economic and Political Transitions in Latin America, the Interplay between Democratization and Market Reforms" in Nelson, J.M. (ed), *A Precarious Balance. Democracy and Economic Reforms in Latin America.*, ICS, San Francisco, California, 1994., p. 6.

[7] "L'évolution du salaire réel est la seule variable qui maintient une relation inverse claire vis-à-vis les modifications du taux d'échange, les prix des services publics, le prix de la viande, le coût de la vie et les prix de gros non agricoles (...) pour la période 1945-1975." Vitelli, G. 1986 : 40 et 44.

[8] D'après les calculs d'A. Canitrot (1980 : 23 et 75), sur la base d'un indice = 100 pour 1970, les salaires réels passent de 104,6 en 1975 à 65 en 1976.

[9] Ainsi, le programme de stabilisation initié en 1978 par le régime militaire se fondait sur une conception simple : ouvrir l'économie tout en établissant une suite de dévaluations à un rythme fixe et décroissant, c'est-à-dire prévisible.

[10] Ce surplus varie suivant le bien et l'hypothèse adoptée. Ainsi, si l'hypothèse d'inflation pour le mois suivant est de 30% le prix d'un bien payable à trente jours est supérieur de 30% au prix en espèces

[11] Ce pourcentage est à comparer avec une moyenne européenne de 26%. Carballo de Cilley, M., *Qué pensamos los argentinos ?*, Buenos Aires, El Cronista Comercial, 1987, p. 3.

[12] Les deux partis majoritaires, le Justicialisme et le Radicalisme, parviennent à former un total de 31,4% de l'électorat national.

[13] Les sondages montrent les changements survenus entre 1981 et 1983 : en désaccord avec le contrôle de la presse, 47% à 57%, en

faveur des élections, 64% à 79%, en désaccord avec le suffrage qualifié, 64% à 79%, bonne opinion sur les partis, 38% à 64% (Catterberg, 1989).

[14] Le prix du combustible, par exemple, augmente quatre fois en 45 jours et celui du bétail 28% en trois jours. On enregistre pour le douze premiers jours de juin une hausse cumulée des prix proche de 105%.

[15] En mai 1984 elle était le principal problème pour seulement 24% des interviewés, proportion qui s'élève à 44% un an plus tard.

[16] Torre, J. C. Entre la economía y la política. Dilemas de la transición democrática en América Latina, Dactylog., Buenos Aires, Instituto Torcuato Di Tella, 1989, p. 4.

[17] Assumant une inflation égale à zéro, le gouvernement avait fixé un pourcentage quotidien de désindexation : afin de convertir les 'pesos' en 'australes' on devait multiplier un coefficient par le nombre de jours à compter du début du plan.

[18] Le pays avait connu, au cours d'une génération, trois signes monétaires : le peso original, le 'peso Ley 18.188', qui enlevait deux zéros, le 'peso argentino' , qui en enlevait quatre. Quarante mille pesos devenaient maintenant quarante 'australs' .

[19] L'expansion de l'activité économique engendrée par la stabilité monétaire (moins de 3% d'inflation mensuelle) conduit à des hausses salariales dans le secteur privé et l'Etat lui-même, en violation de la décision de geler les prix et les salaires, augmente les salaires du secteur publique

[20] Les mouvements de grandes masses d'argent ont lieu en dehors du système bancaire officiel ; ils sont gérés par des groupements privés jouissant d'une plus ou moins grande crédibilité (connus comme 'les tables d'argent') ; par ces circuits passent notamment les dépôts à 24 heures ('overnight').

[21] Il suffit de se figurer une situation de dollar 'stable' dans laquelle donc un dépôt à terme est rentable. Le choix du délai dépend du laps pour lequel on fait le pari qu'aucun événement ne produira une flambée du dollar. Si cela arrivait pendant la période d'immobilisation des revenus en monnaie nationale, l'opération entraînerait des pertes importantes.

[22] Des recherches réalisées à l'époque montrent que ces chroniques étaient les plus suivies, même par les groupes socio-économiques à faible revenu, cet intérêt se justifiant par des arguments du type : "Il faut être bien informé pour savoir quoi faire".

[23] D'autres calculs étaient possibles. Ceux qui disposaient d'un capital limité laissaient passer un certain temps avant de liciter en supposant que les premières seraient remportées par ceux qui, disposant d'un capital plus important, étaient à même d'offrir davantage de mensualités. Ce système, nullement marginal, fut à l'origine de 35 à 50% du total des automobiles vendues dans le pays en 1985 (Spitta, A. 1988 : 137).

[24] En Argentine les prix ont augmenté 4.923,6% en 1989 et 1.343,9% en 1990, en Bolivie, 8.170.5% en 1985 et, au Pérou, en 1990, 8.300% . Donnés CEPAL.

[25] Pour la seule journée du 1 juin, ces explosions de violence se sont soldés par quatorze morts et plus de quatre-vingts blessés. El Bimestre (1989, n° 45 : 26-27) reproduit des informations journalistiques montrant leur nouveauté : "...ils avaient tous des bandeaux blancs et s'appelaient eux-mêmes 'la bande des bons' " "Ils attendaient 'ceux de là-bas' et 'ceux d'ici' se préparaient également". Un journal écrit que la police, afin de les reconnaître, "demande aux habitants de Villa Mitre de 'rester à poil', à ceux de Villa Sarmiento 'de mettre des bandeaux', à ceux de Primavera de 'porter des brassards' "

[26] J. Elster cite l'hyperinflation comme un exemple de ce qu'il tient pour une "curiosité", à savoir les situations à la fois intrinsèquement non prévisibles et dépourvues d'un équilibre possible. Elster, J., 1994, p. 8.

[27] Il s'agit d'entretiens partiellement structurés, effectués entre avril et août 1989. réalisés auprès d'individus appartenant aux niveaux C1, C2, D1 et D2. Nous suivons le classement en huit catégories (de A1 à D2), établi par l'Institut national de Statistiques et Recensements sur la base d'un indice combinant niveau de revenus, d' éducation et de logement. Il s'agit donc des quatre catégories inférieures, représentant 95% de la population. Des groupes étudiés, douze étaient mixtes (hommes et femmes) et deux étaient formés exclusivement par des ménagères. Les citations qui figurent dans le texte n'ont qu'un but d'illustration ; elles sont suivies d'un code indiquant le niveau socio-économique de l'interviewé (descendant de C à E) et sa localisation : Capitale ou GBA (zone périurbaine).

[28] Ces chiffres ont été calculés par G. Vitelli (p. 387-388) à partir des informations journalistiques. L'auteur construit deux séries, qui vont de février à juin 1989 : l'une sur les variations du taux de change dans le marché parallèle, l'autre sur l'évolution du taux d'intérêt mensuel des dépôts à 7 jours. Les taux d'intérêt montent régulièrement : de 11,6% à 16% en février, de 17% à 21% en mars, de 23% à 45% en avril, de 47% à 80% en mai, et de 80% à 95% au cours des premiers jours de juin.

[29] En mars : +47,4% du 1 au 8 ; +1,6% du 9 au 21 ; 2,6% le 22 mars ; +19,6% du 27 au 29 et -2,2% du 30 au 31 ; En avril : +0,4% le 5 et 6 ; -1,4% le 7 ; le 10, -1,7% ; du 11 au 12, +17,6% ; -8,1% le 13 ; +26,5% le 17 et le 18 ; +5,3% le 19 et le 20 ; +43,7% du 21 au 25, et -19,3% le 26 et le 27 avril. En mai : +8,1% du 2 au 3 ; - 4,1% le 4 ; +22,6% du 5 au 8 ; - 4,0% du 9 au 11 ; +67,3% du 12 au 18 et +6,1% le 19 mai ; en juin, enfin, le dollar monte 31,5% entre le 1 et le 5, 23,1% le 6 juin, et baisse 15,5% le 7 juin. (Ibid.)

[30] Son vice-président est nommé ministre de l'Économie et, à sa mort, le succède un autre fonctionnaire de l'entreprise.

[31] Son vice-président est nommé ministre de l'Économie et, à sa mort, le succède un autre fonctionnaire de l'entreprise.

[32] Plus tard, le 1 novembre 1991 -au lendemain des législatives emportées par le Justicialisme-, l'exécutif dérogeait par décret onze des dix-sept lois qui régulaient l'économie argentine.

[33] La stratégie strictement monétariste mise en oeuvre par le nouveau ministre avait fait régresser l'inflation à des taux normaux mais elle s'est accélérée quelques mois plus tard.

[34] Le dollar est passé de 885 australs en novembre 1989 à 4.800 en mars 1990.

[35] La Loi de Convertibilité exige que l'offre monétaire possède une contrepartie exacte dans les réserves en devises de la Banque centrale, au taux de un dollar par peso. Elle clôt ainsi toute possibilité de financer les dépenses publiques avec des crédits fiscaux : si la Trésorerie nécessite des dollars pour satisfaire la dette externe, par exemple, elle doit les acheter, à l'égal d'un particulier, au taux de change légal.

[36] A l'inverse, E. Mari le remarque, "la 'maladie-crise' s'exprime par la fréquence des phrases introduites par la locution 'Ce pays...' ou 'Dans ce pays...', locution préluant des critiques acides, signalant un vice ou un mal, dans lequel le locuteur ne s'insère pas, au moyen de l'utilisation de l'adjectif démonstratif singulier "ce" à la place des pronoms personnels "mon" ou "notre" pays". (Mari, E., 1989 : 201-202).

[37] Élaboré par la théorie des jeux, notamment par Luce and Raiffa, *Games and Decisions*, 1957.

[38] Il monte "quand tout laissait prévoir qu'il devait subir une chute dans la journée d'hier" (*Clarín*, 20/4/89), entrant ensuite dans "une période de calme qui contraste avec la fièvre du marché" (21/4/89) et passe finalement "la barrière psychologique de 100 australs" (*Crónica*, 21/4/89).

[39] Le rôle capital que joue la crédibilité dans les marchés financiers et l'importance de ceux-ci pour l'économie argentine fermait le cercle : la confiance internationale dans le ministre reposait sur la conviction qu'il était la seule garantie de la continuité économique dans un milieu politique douteux, voire hostile, et cette confiance renforçait sa légitimité au sein de la société argentine.

[40] Maristella Svampa (1992) a suivi, tout au long de l'histoire argentine, l'évolution de cette dichotomie dans la pensée sociale et politique, démontrant jusqu'à quel point celle-ci fonde l'imaginaire argentin.